

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 31 JUILLET 1903.

Projet de loi sur les armes.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le projet de loi que, d'après les ordres du Roi, le Gouvernement a l'honneur de soumettre à vos délibérations coordonne les lois qui régissent le commerce et le port des armes. Il les complète, en même temps, par des dispositions dont l'expérience atteste, de plus en plus, la nécessité.

Le danger qui naît de l'usage des armes a, de tout temps et dans tous les pays, décidé le législateur à prescrire à cet égard certaines précautions, successivement aggravées ou atténuées selon les besoins de la sécurité publique.

Actuellement les seules restrictions qui soient apportées, en Belgique, au commerce des armes concernent les armes secrètes ou prohibées. L'article 316 du Code pénal réprime la fabrication, le débit, l'exposition en vente et la distribution des armes prohibées par la loi ou par des règlements d'administration publique. Les armes comprises dans cette prohibition sont déterminées par la déclaration du Roi du 23 mars 1728, promulguée à nouveau en exécution du décret du 12 mars 1806, et par le décret du 2 nivôse an XIV. Ce sont non seulement les armes y désignées nominativement, mais en général toutes celles qui, par leurs faibles dimensions, échappent aux regards. A raison de leur nature, ces armes sont, par une présomption de la loi, considérées comme offensives. La facilité plus grande qu'elles offrent pour la perpétration des crimes et des délits les a fait interdire d'une manière absolue.

La déclaration de 1728 comprenait dans son énumération les « pistolets de poche ». Mais, aux termes d'une jurisprudence aujourd'hui fixée, elle a été abrogée, en ce qui concerne la fabrication et le commerce de ces armes,

par le décret du 14 décembre 1810. Celui-ci range les pistolets de poche parmi les armes à feu assujetties aux épreuves réglementaires. Soumettre ces armes à des essais déterminés parce qu'elles sont destinées au commerce, interdire la vente de celles qui n'y ont pas été soumises, c'est, a-t-on conclu, autoriser la libre circulation de celles qui ont reçu la marque officielle. La Cour de cassation a consacré cette doctrine par ses arrêts du 19 décembre 1887 (*Pasicrisie belge*, 1888, I, p. 31). Depuis lors, la fabrication, le débit et l'exposition en vente des pistolets de poche, revolvers ou autres, sont considérés comme licites. Cette liberté subsiste sous l'empire de la loi du 24 mai 1888, portant règlement de la situation du banc d'épreuve des armes à feu établi à Liège, laquelle abroge le décret du 14 décembre 1810. Les dispositions réglementaires qui fixent, en exécution de cette loi, les épreuves imposées aux pistolets de poche conservent à la jurisprudence antérieure toute sa valeur.

Toutes les armes non visées par les prohibitions susrappelées peuvent — sauf, s'il s'agit d'armes à feu, les épreuves prévues par la loi de 1888 — être fabriquées et vendues sans aucune entrave.

De même, en principe, le droit de *porter* des armes appartient à tout citoyen qui n'en a pas été déclaré déchu par une décision de justice. Cependant l'exercice de ce droit subit certaines restrictions.

L'article 517 du Code pénal, modifié par la loi du 15 juin 1894, punit le port des armes prohibées. Cette disposition s'applique notamment au port des pistolets de poche. Il a été reconnu que le décret de 1810 ne dérogeait à la législation antérieure qu'en ce qui touche le commerce de ces derniers. Autre chose est, en effet, la liberté du commerce, admise sous l'empire de préoccupations économiques, et la faculté de porter des armes, qui intéresse essentiellement la sécurité publique.

La loi du 26 mai 1876 a soumis, d'autre part, à une autorisation préalable le port des armes de guerre. Avant elle déjà, la loi du 7 octobre 1831 avait subordonné à des formalités sévères, outre le port des mêmes armes, leur fabrication, leur vente et leur détention. Mais cette loi de circonstance n'était demeurée en vigueur que jusqu'à la paix.

En 1876, plusieurs grandes nations venaient de renouveler l'armement de leurs troupes. Des quantités considérables d'armes de guerre en bon état avaient été jetées sur le marché et cédées à vil prix. Une foule de personnes de toute condition, dans les villes et surtout dans les campagnes, avaient saisi l'occasion de se procurer une arme. La sécurité publique s'en trouvait menacée. Pour concilier ses droits avec les intérêts du commerce et le respect de la liberté des citoyens, le législateur réglementa le port des armes de guerre sans toutefois en gêner la vente.

Les désordres qui troublèrent le pays en 1886 firent reconnaître l'insuffisance de cette réglementation et déterminèrent le Gouvernement à saisir les Chambres d'un projet de loi soumettant à des mesures de contrôle la vente et la distribution des armes de guerre. Le même projet étendait les dispositions de la loi de 1876, ainsi complétée, aux fusils de chasse et aux autres armes que le Gouvernement assimilerait aux armes de guerre. La proposition, déposée à la séance de la Chambre des Représentants du 16 avril 1886, fit

l'objet d'un rapport du 13 mai suivant, dans lequel la Section centrale concluait à son adoption, en excluant toutefois du régime nouveau les armes de chasse. Ce projet demeura sans suite; il devint caduc par suite de la dissolution des Chambres, en 1892.

Le port des armes de chasse reste donc libre. Sans doute, la loi du 28 février 1882 sur la chasse punit celui qui est trouvé chassant et ne justifiant pas d'un permis de port d'armes; mais le délit consiste alors dans le fait de chasse. Isolé de cette circonstance, le seul port d'une arme de chasse ne tombe sous le coup d'aucune prohibition légale.

Parmi les dispositions restrictives, on peut rappeler aussi l'article 88, 15°, du Code rural du 7 octobre 1886, qui, sous peine d'amende, défend aux gardes champêtres de porter d'autres armes que celles autorisées par l'article 59 de la même loi. Cette disposition ne déroge nullement à l'article 317 du Code pénal; elle punit le port d'armes non prohibées mais différentes de celles dont l'usage est permis aux gardes communaux.

Les actes législatifs dont nous venons de parler ne sont certes pas les seuls qui incriminent l'usage des armes. On pourrait en citer d'autres, notamment les articles 104, 109, 124, 126, 128 et suivants, 271 et suivants, 544, 471 du Code pénal, les articles 205 et 208 du Code électoral. Mais dans les cas prévus par ces dispositions, le port ou l'emploi des armes se trouve être tantôt l'un des éléments constitutifs d'une infraction distincte, tantôt une circonstance aggravante d'un fait déjà punissable par lui-même. Ici, au contraire, la fabrication, la vente et le port des armes sont envisagés sous un autre aspect; ils sont incriminés en eux-mêmes, indépendamment de tout usage actuel de l'arme, uniquement à raison de la nature dangereuse de celle-ci.

*
* *

L'insuffisance de la législation actuelle s'affirme, en tout premier lieu, à l'égard des pistolets de poche, dont la vente s'opère librement, sans le moindre contrôle. Le port du revolver s'est généralisé d'une manière inquiétante. Innombrables sont les crimes et les délits dont il a permis la consommation ou aggravé les conséquences. Dangereux toujours pour la sécurité des personnes, le revolver crée, en temps d'effervescence populaire, un grave péril pour l'ordre public.

Le souci de la sécurité sociale commande de remédier à cette situation. Il faut de toute nécessité restreindre la facilité avec laquelle le premier venu peut obtenir la possession d'un pistolet de poche et d'autres armes.

Nous disons d'autres armes, car le danger ne provient pas seulement de la multiplication des armes prohibées. La circulation des armes de guerre favorisée par la fréquence des modifications apportées à l'armement des troupes et que ne gêne à cette heure aucune disposition légale, est de nature, elle aussi, à inspirer les craintes les plus sérieuses. On a vu distribuer des armes de ce genre, des sociétés s'en approvisionner pour les répartir entre leurs membres et exercer ceux-ci à leur maniement. La résistance ou l'attaque à main armée peuvent être ainsi préparées au mépris de l'autorité. C'est pourquoi le Gouvernement estime qu'il importe, reprenant le projet déposé en 1886, de surveiller

la vente des armes de guerre et de toutes autres qui, présentant les mêmes dangers, leur auront été assimilées.

Les armes de chasse doivent également être comprises dans cette réglementation. Fort répandues dans les campagnes, surtout dans les régions où le braconnage sévit avec intensité, elles y servent très souvent à commettre soit des attentats contre les personnes, soit des actes de rébellion envers l'autorité. En cas d'agitation populaire, elles peuvent également, quoiqu'elles n'aient ni la portée ni la précision des armes de guerre, être fort dangereuses.

Le projet actuel soumet à une autorisation préalable la vente et la distribution, aussi bien que le port, des armes de guerre, des armes assimilées à celles-ci et des armes de chasse. Il ne prohibe pas la simple détention, qui peut se légitimer par la nécessité de la défense des personnes ou des propriétés.

Si la détention des armes dont il s'agit au présent projet est reconnue licite, il n'en saurait être de même des *dépôts* d'armes qui se trouveraient aux mains des particuliers. Hors le cas où l'existence de pareil dépôt est inhérente à l'exercice de son industrie ou de son commerce, un particulier se trouve rarement dans la nécessité de posséder des approvisionnements. Des dépôts de ce genre sont nécessairement suspects; ils peuvent, dans des moments de trouble, servir d'arsenal à l'émeute. Cependant, pris en eux-mêmes, rien ne permet de les atteindre sous la législation actuelle. Celle-ci ne les incrimine, de même que la vente ou la distribution des armes non prohibées, que s'ils se rattachent à un attentat ou à un complot, dont la preuve est souvent difficile. Pareille tolérance est assurément excessive. Alors même qu'il ne serait point établi que l'approvisionnement a un but criminel, encore importe-t-il de le défendre lorsqu'il n'est commandé par aucun intérêt légitime; car tel quel il menace la sécurité publique. Le projet interdit, en conséquence, l'existence de pareils dépôts s'ils n'ont pas fait l'objet d'une autorisation préalable.

Cette interdiction n'est pas applicable aux fabricants et marchands dont la profession comporte forcément l'existence d'un dépôt d'armes. Cependant la protection sociale peut, en des moments critiques, exiger que l'on mette en lieu sûr les armes y contenues, pour empêcher qu'elles ne soient, de gré ou de force, livrées aux perturbateurs. Dans ce but, le projet permet d'ordonner l'évacuation de tous magasins ou dépôts d'armes en cas d'émeutes, d'attroupements hostiles ou d'atteintes graves portées à la paix publique. Le pouvoir d'ordonner pareille mesure, urgente de sa nature, appartiendra au bourgmestre et au gouverneur.

Une dernière mesure préventive consiste en la défense faite aux particuliers de se réunir, sans autorisation, pour s'exercer au maniement des armes. Il est de toute évidence que ces exercices collectifs ne sauraient être tolérés lorsqu'ils n'ont d'autre but que de préparer les participants à soutenir éventuellement la lutte contre la force publique. Des exercices de ce genre ont déjà été signalés à l'attention de l'autorité. Il importe, à l'exemple des législations anglaise et néerlandaise, de les empêcher dans l'avenir. Si, au contraire, ces exercices offraient quelque utilité, sans nuire à l'intérêt général, il suffirait, pour les légitimer, d'obtenir une autorisation préalable.

*
* * *

Prévenir la consommation de crimes et de délits graves en interdisant le commerce et le port des armes secrètes; soumettre, dans le même but, la vente, la distribution et le port de certaines armes apparentes à des mesures de précaution et de surveillance qui, en même temps qu'elles garantiront la sécurité publique, faciliteront à la police judiciaire la recherche des criminels; investir l'autorité de pouvoirs suffisants pour lui permettre, dans des circonstances exceptionnelles, d'obvier aux dangers que présenterait l'accumulation des armes; ériger en infractions spéciales des actes préparatoires à des crimes et à des délits contre la sûreté de l'État, telle est, en résumé, la préoccupation du projet que le Gouvernement vous présente comme un moyen d'assurer mieux l'ordre, la sécurité des personnes et des propriétés, sans sacrifier les intérêts d'une branche importante de l'industrie nationale.

Le Ministre de la Justice,

J. VAN DEN HEUVEL.

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 26 à 200 francs :

Ceux qui auront fabriqué, exposé en vente, vendu, distribué, importé sans déclaration ou sous une dénomination fausse des armes prohibées autres que des pistolets de poche;

Ceux qui auront vendu ou distribué des pistolets de poche, des armes de guerre ou des armes de chasse à des personnes non munies de l'autorisation de les acquérir ou qui n'exerceraient pas dûment et notoirement le commerce des armes.

Cette dernière disposition ne s'applique pas au cas d'exportation directe par le vendeur ou distributeur.

ART. 2.

Les armes prohibées, à l'exception des pistolets de poche, ne sont pas admises à l'importation.

Les pistolets de poche, les armes de guerre et les armes de chasse n'y sont admis que s'il est justifié, selon le mode prescrit

LEOPOLD II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast met in Onzen naam aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en geldboete van 26 frank tot 200 frank worden gestraft :

Zij die andere verboden wapenen dan zakpistolen vervaardigen, te koop stellen, verkoopen, uitdeelen, zonder aangifte of onder eene valsche benaming invoeren.

Zij die zakpistolen, oorlogswapenen of jachtwapenen verkoopen of uitdeelen aan personen die geene vergunning bezitten om zich die aan te schaffen of aan personen die niet rechtmatig en openlijk handel drijven in wapenen.

Die laatste bepaling is niet van toepassing waar het rechtstreekschen uitvoer door den verkooper of den uitdeeler geldt.

ART. 2.

Verboden wapenen, buiten zakpistolen, worden niet tot den invoer toegelaten.

Zakpistolen, oorlogswapenen en jachtwapenen worden slechts tot den invoer toegelaten wanneer, op de door de Regee-

par le Gouvernement, de l'existence de l'autorisation ou du commerce requise par l'article précédent.

ART. 3.

Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 26 francs à 200 francs ou d'une de ces peines seulement :

Ceux qui auront été porteurs soit d'une arme prohibée, soit, sans motifs légitimes ou sans autorisation légale, d'une arme de guerre ou d'une arme de chasse ;

Ceux qui, n'étant ni fabricants d'armes ni marchands exerçant dûment et notoirement le commerce des armes, auront, sans autorisation légale, possédé un dépôt d'armes prohibées, d'armes de guerre ou d'armes de chasse.

ART. 4.

En cas d'émeutes, d'attroupements hostiles ou d'atteintes graves portées à la paix publique, le bourgmestre et le gouverneur peuvent ordonner l'évacuation de tous magasins ou dépôts d'armes et le transport de celles-ci en un lieu indiqué par eux.

ART. 5.

Sont interdits, sauf autorisation préalable, tous exercices collectifs destinés à instruire les particuliers au maniement des armes visées dans la présente loi.

Ceux qui auront pris part à ces exercices, à un titre quelconque, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 26 francs à 100 francs ou d'une de ces peines seulement.

ART. 6.

En cas d'infraction aux dispositions des articles 1, 3 et 5, les armes seront confisquées.

ring voorgeschreven wijze, bewijs is gegeven van het bij voorgaand artikel vereischte voorhanden zijn van vergunning of handel.

ART. 3.

Met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en geldboete van 26 frank tot 200 frank of met slechts ééne van deze straffen, worden gestraft :

Zij die bij zich hebben, hetzij een verboden wapen, hetzij, zonder geldige reden of wettelijke machtiging, een oorlogswapen of een jachtwapen ;

Zij die, zijnde wapenfabrikant noch handelaar drijvende rechtmachtig en openlijk handel in wapenen, zonder wettelijke machtiging een voorraad bezitten van verboden wapenen, oorlogswapenen of jachtwapenen.

ART. 4.

Bij oproer, vijandelijke samenscholingen of zware storing van den openbare vrede, mogen de burgemeester en de gouverneur bevel geven tot ontruiming van al de magazijnen of voorraden van wapenen en tot dezer overbrenging in eene door hen aan te duiden plaats.

ART. 5.

Zijn verboden, behalve mits vooraf verkregen vergunning, alle gemeenschappelijke oefeningen bestemd om privaat personen in het hanteeren der bij deze wet bedoelde wapenen te bekwamen.

Zij die, in welke hoedanigheid ook, aan die oefeningen deel nemen, worden gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en geldboete van 26 frank tot 100 frank of met slechts ééne van deze straffen.

ART. 6.

Bij overtreding van het bepaalde in artikelen 1, 3 en 5, worden de wapenen verbeurd verklaard.

ART. 7.

Le chapitre VII du livre premier du Code pénal, les §§ 2 et 3 de l'article 72, le § 2 de l'article 76 et l'article 83 seront applicables aux infractions prévues par la présente loi.

ART. 8.

Sont réputés armes prohibées, les poignards, les cannes à épée, les casse-tête, les fusils et pistolets à vent, les fusils à démonter, les pistolets de poche et les autres armes offensives, cachées et secrètes.

Sont réputées armes de guerre, celles qui ont servi, servent ou sont propres à servir à l'armement des troupes belges ou étrangères.

Des règlements d'administration publique peuvent déterminer les armes qui doivent, au point de vue de l'application de la présente loi, être assimilées aux armes prohibées et aux armes de guerre.

ART. 9.

Un arrêté royal réglera le mode, la forme et les conditions de la délivrance des autorisations prévues par la présente loi, ainsi que les mesures destinées à assurer la constatation des ventes effectuées par les fabricants et marchands soit à des particuliers, soit entre eux.

Les infractions aux règlements pris en vertu du présent article seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 26 francs à 100 francs ou d'une de ces peines seulement.

Les dispositions des articles 198, 199 et 202 du Code pénal relatives aux ports d'armes seront applicables aux autorisations prévues par la présente loi.

ART. 7.

Hoofdstuk VII van het eerste boek van het Strafwetboek, §§ 2 en 3 van artikel 72, § 2 van artikel 76 en artikel 83 zijn van toepassing of de bij deze wet voorziene overtredingen.

ART. 8.

Onder verboden wapenen wordt verstaan: dolken, degenstokken, kneukelijzers, windroeren en windpistolen, afvijzers, zakpistolen en andere aanvalswapenen, verborgen wapenen en geheime wapenen.

Onder oorlogswapenen wordt verstaan, de wapenen die gebruikt werden, gebruikt worden of van aard zijn om gebruikt te worden tot de bewapening van Belgische of vreemde troepen.

Bij reglementen van algemeen bestuur mag bepaald worden welke wapenen, op het stuk van de toepassing dezer wet, moeten gelijkgesteld worden met verboden wapenen en oorlogswapenen.

ART. 9.

Bij koninklijk besluit zal bepaald worden op welke wijze, in welken vorm en onder welke voorwaarden de bij deze wet voorziene machtigingen worden verleend, alsmede welke maatregelen zullen getroffen worden tot vaststelling van den door fabrikanten en handelaars aan privaat-personen of onderling gedanen verkoop.

Overtreding van de ter uitvoering van dit artikel gestelde reglementen wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met geldboete van 26 frank tot 100 frank of met slechts ééne van deze straffen.

De bepalingen van artikelen 198, 199 en 202 van het Strafwetboek, wat betreft de vergunning tot het dragen van wapenen, zijn van toepassing op de bij deze wet voorziene machtigingen.

ART. 10.

Indépendamment des autres officiers de police judiciaire, le directeur et les agents du banc d'épreuve commissionnés en qualité d'officiers de police judiciaire, auront le droit de rechercher et de constater les infractions à la présente loi et aux règlements pris pour son exécution.

ART. 11.

Les articles 316 à 318 du Code pénal, la déclaration du Roi du 23 mars 1728, le décret du 2 nivôse an XIV, la loi du 26 mai 1876 sont abrogés.

Donné à Ostende, le 27 juillet 1903.

ART. 10.

Behalve de andere ambtenaren der rechterlijke politie, zijn de bestuurder en de agenten van de proefbank, als ambtenaren der rechterlijke politie aangesteld, berechtigd om overtredingen van deze wet en van de te harer uitvoering gestelde reglementen op te sporen en vast te stellen.

ART. 11.

Artikelen 316 tot 318 van het Strafwetboek, 's Konings Declaratie van 23 Maart 1728, het decreet van 2 Nivôse jaar XIV, de wet van 26 Mei 1876 zijn ingetrokken.

Gegeven te Oostende, den 27^a Juli 1903.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

J. VAN DEN HEUVEL.



(10)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 31 JULI 1903.

Ontwerp van wet op de wapenen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Bij het ontwerp van wet dat, op 's Konings bevel, de Regeering de eer heeft u ter overweging aan te bieden, worden de wetten op den handel in en het dragen van wapenen samengevat. Het ontwerp vult tevens die wetten aan, door het stellen van bepalingen welke noodwendigheid meer en meer door de ervaring bevestigd is.

Het gevaar, waarmee het gebruik van wapenen gepaard gaat, heeft ten allen tijde en in alle landen den wetgever aangespoord om, te dien opzichte, gewisse voorzorgen voor te schrijven, die achtereenvolgens verscherpt of verzacht werden, naar gelang van de vereischten der openbare veiligheid.

De enkele beperkingen waaraan de handel in wapenen ten huidigen dage in België onderhevig is, beoogen de geheime wapenen of verboden wapenen. Artikel 516 van het Strafwetboek bedreigt met straf het vervaardigen, het verkoopen, het te koop stellen en het uitdeelen van door de wet of door reglementen van openbaar bestuur verboden wapenen. De wapenen waarop dat verbod doelt, zijn opsomd in 's Konings Declaratie van 23 Maart 1728, opnieuw afgekondigd ingevolge het decreet van 12 Maart 1806, en in het decreet van 2 Nivôse jaar XIV. Het zijn niet alleen de aldaar met name aangeduide wapenen, maar, over het algemeen, al die welke, om reden van hun geringen omvang, licht kunnen verborgen worden. Ter wille van hunnen aard zijn die wapenen, krachtens eene presumtie der wet, geacht aanvalswapenen te zijn. Daar zij het plegen van misdaden en wanbedrijven bevorderen, werden zij verboden zonder meer.

In de opsomming der Declaratie van 1728 waren de « zakpistolen » begrepen. Maar, naar luid eener thans gevestigde rechtspraak, werd die Declaratie opgeheven — wat aangaat het vervaardigen van en den handel in die wape-

nen — door het decreet van 14 December 1810. Bij dat decreet werden de zakpistolen ingedeeld bij de vuurwapenen die reglementaire proeven moeten ondergaan. Die wapenen aan bepaalde proeven onderwerpen, wijl ze voor den handel bestemd zijn, — den verkoop verbieden van die welke de proef niet hebben ondergaan, dat is — tot die slotsom kwam men — de vrije circulatie toelaten van die welke het officiëel merk ontvangen hebben. Het Hof van Verbreking heeft die leer bekrachtigd in zijne arresten van 19 December 1887. (*Pasicrisie belge*, 1888, I, blz. 51.) Sindsdien is het vervaardigen, het verkoopen en het te koop stellen van zakpistolen, revolvers of andere, geacht niet met de wet in strijd te zijn. Die vrijheid blijft bestaan onder de wet van 24 Mei 1888, tot regeling van den toestand der te Luik gevestigde proefbank voor vuurwapenen, bij welke wet het decreet van 14 December 1810 opgeheven werd. De reglementsbepalingen welke, tot uitvoering dier wet, de voor zakpistolen opgelegde proeven vaststellen, laten aan de vroegere rechtspraak hare volle kracht.

Al de wapenen die niet in de aangehaalde verbodsbepalingen bedoeld zijn, mogen — behoudens de bij de wet van 1888 voorziene proeven, waar het vuurwapenen geldt — zonder eenig beletsel vervaardigd worden en verkocht.

Zoo ook komt, in grondbegin, het recht tot het *dragen* van wapenen toe aan iederen burger die niet, door eene rechterlijke beslissing, van dat recht vervallen werd verklaard. Echter ondergaat de uitoefening van het recht enkele beperkingen.

Artikel 317 van het Strafwetboek, gewijzigd bij de wet van 15 Juni 1894, bedreigt met straf het dragen van verboden wapenen. Die bepaling is o. m. van toepassing op het dragen van zakpistolen. Er is bevonden dat in het decreet van 1810 niet van de vroegere wetgeving afgeweken is, dan alleen wat den handel in die wapenen aanbelangt. Er is inderdaad een onderscheid tusschen vrijheid van handel, toegegeven onder den druk van economische bedenkingen, en de vrijheid om wapenen te dragen, waarbij hoofdzakelijk de openbare veiligheid betrokken is.

Anderzijds is bij de wet van 26 Mei 1876 eene vooraf verkregen toelating vereischt voor het dragen van oorlogswapenen. Vroeger reeds waren, bij de wet van 7 October 1851, strenge formaliteiten gesteld, niet alleen op het dragen, maar ook op het vervaardigen, het verkoopen en het in bezit hebben dier wapenen. Edoch die gelegenheidswet was slechts in werking gebleven tot aan den vrede.

In 1876 hadden enkele groote natiën de bewapening harer troepen vernieuwd. Oorlogswapenen, in groote hoeveelheid en in goeden staat, waren ten markt gekomen en werden voor spotprijzen verkocht. Velen, van iederen stand, in de steden en vooral op den buiten, hadden die gelegenheid aangegrepen om zich een wapen aan te schaffen. De openbare veiligheid was daardoor in gevaar gekomen. Om dezer rechten overeen te brengen met het belang van den handel en den eerbied voor der burgeren vrijheid, regelde de wetgever het dragen van oorlogswapenen, zonder evenwel den verkoop ervan te belemmeren.

De wanorders die in 1886 het land verontrustten, lieten de ontoereikendheid dier reglementeering uitkomen, en brachten de Regeering er toe bij de

Kamers een ontwerp van wet aanhangig te maken, waarbij het verkoopen en het uitdeelen van oorlogswapenen onder maatregelen van toezicht werden gesteld. Bij dat ontwerp werden de bepalingen der aldus aangevulde wet van 1876 uitgebreid tot de jachtgeweren en de andere wapenen welke de Regeering met oorlogswapenen zou gelijkstellen. Over het voorstel, aangeboden in zitting van 16 April 1886 van de Kamer van volksvertegenwoordigers, werd verslag uitgebracht op 13 Mei d. a. v. De Centrale Sectie adviseerde tot aanneming, mits evenwel de jachtwapenen van de nieuwe regeling uitgesloten bleven. Dat ontwerp kwam niet tot zijn recht; ten gevolge van de ontbinding der Kamers, in 1892, was het vervallen.

Vrij blijft dus het dragen van jachtwapenen. Gewis, de wet van 28 Februari 1882 straft dengene die jagende bevonden wordt en niet kan bewijzen dat hij eene toelating tot het dragen van wapenen bezit; maar alsdan bestaat de inbreuk in het feit van het jagen. Van die omstandigheid afgezonderd, valt het dragen alleen van een jachtwapen niet onder eenig wetsverbod.

Onder de beperkende bepalingen kan ook worden aangehaald artikel 88, 15^o van het Landelijk Wetboek van 7 October 1886, dat, op straf van geldboete, aan de veldwachters verbiedt andere dan de door artikel 59 der wet toegelaten wapenen te dragen. Die bepaling wijkt geenszins af van artikel 317 van het Strafwetboek; zij bedreigt met straf het dragen van wapenen welke niet verboden, maar niet die zijn waarvan aan de gemeentewachters het gebruik toegelaten is.

De wetsbepalingen waarvan wij hooger gewaagden zijn gewis niet de eenige die het gebruik van vuurwapenen onder straf stellen. Nog andere zouden kunnen aanhalen, — zoo artikelen 104, 109, 124, 126, 128 en volgende, 271 en volgende, 344, 471 van het Strafwetboek, artikelen 203 en 208 van het Kieswetboek. Edoch, in de bij die bepalingen bedoelde gevallen, is het dragen of het gebruiken van wapenen nu eens het kenmerkend bestanddeel van eene op zich zelf staande inbreuk, dan weer eene verzwarende omstandigheid voor eene daad die zelve reeds strafbaar is. Hier, integendeel, worden het vervaardigen, het verkoopen en het dragen van wapenen, van een ander standpunt beschouwd; zij worden zelve strafbaar gesteld, afgezien van eenig tegenwoordig gebruik van het wapen, alleenlijk om reden van dezès gevaarlijken aard.

*
* *

De ontoereikendheid der huidige wetsvoorschriften openbaart zich, in de allereerste plaats, waar het de zakpistolen geldt, waarvan de verkoop vrijelijk, buiten eenig toezicht geschiedt. Het dragen van den revolver is op onrustbarende wijze toegelaten. Ontelbaar zijn de misdaden en wanbedrijven waarvan dat wapen het plegen mogelijk of de gevolgen erger maakte. De revolver die steeds de veiligheid der personen bedreigt, levert in tijden van volksontroering een ernstig gevaar op voor de openbare orde.

De zorg voor de sociale veiligheid eischt dringend dat in dien toestand worde voorzien. Het is volstrekt noodig er toe te komen dat de eerste de beste niet zoo licht zich een zakpistool en andere wapenen nog, kunne aanschaffen.

Wij zeggen : andere wapenen nog ; want het gevaar ligt niet alleen in de vermenigvuldiging van verboden wapenen. Het rondgaan van oorlogswapenen — bevorderd door de herhaalde wijzigingen in de bewapening der troepen — is thans door geene enkele wetsbepaling belemmerd ; en toch is het eveneens van aard om ernstige vrees te doen ontstaan. Men heeft gezien dat dergelijke wapenen uitgedaald werden, dat vereenigingen er een voorraad van opdeden, om ze onder hare leden te verdeelen, en dezen in hunne hanteering oefenden. Zoo kunnen, de overheid ten spijt, de wederstand of de aanval gewapenderhand, worden voorbereid. Daarom is de Regeering van oordeel dat het in 1886 aangeboden ontwerp dient hernomen, en toezicht geöfend op den verkoop van oorlogswapenen en van alle wapenen die, daar zij evenveel gevaar aanbieden, ermede zullen gelijk gesteld worden.

De jachtwapenen moeten eveneens onder de reglementeering gebracht worden. Zij komen talrijk voor op den buiten, in streken waar hevig de wildstrooperij woedt ; zij dienen er vaak tot het plegen van aanslagen op personen of van daden van weerspannigheid tegen de overheid. In dagen van volksontroering kunnen zij insgelijks groot gevaar opleveren, al dragen ze niet zoo ver en niet zoo scherp als de oorlogswapenen.

Het huidig ontwerp eischt eene vooraf verkregen vergunning voor het verkoopen en het uitdeelen, evenals voor het dragen, van oorlogswapenen, van daarmede gelijkgestelde wapenen en van jachtwapenen. Het verbiedt niet het enkel in bezit hebben, dat kan gewettigd zijn voor het beveiligen van personen en eigendom.

Wordt het in bezit hebben van de in dit ontwerp bedoelde wapenen als wettig erkend, anders moet het zijn waar het *voorraden* van wapenen geldt die bij *privaat* personen zouden berusten. Buiten het geval dat dergelijke voorraden rechtstreeks behooren tot de uitoefening van zijne nijverheid of zijnen handel, zal het voor een *privaat* persoon zelden noodig zijn wapenen in hoeveelheid te bezitten. Voorraden van dien aard zijn noodzakelijk verdacht ; in tijden van onrust kunnen zij tuighuizen worden voor het oproer. Evenwel, op zich zelve beschouwd, moeten zij, onder de bestaande wetten, ongemoeid blijven. Die wetten bedreigen ze alleen met straf — evenals het verkoopen en het uitdeelen van niet verboden wapenen — wanneer zij verband houden met aanslag of samenzwering, iets wat dikwijls bezwaarlijk te bewijzen is. Die verdraagzaamheid gaat gewis te ver. Ook, al is het niet bewezen dat de voorraad met een misdadig doel bijeengebracht is, toch dient hij verboden, indien er geen gewettigd belang bij betrokken is, want in zijn bestaan alleen reeds ligt eene bedreiging voor de openbare veiligheid. Dienvolgens verbiedt het ontwerp het bestaan van dergelijke voorraden, indien er vooraf geene toelating voor verkregen werd.

Dat verbod is niet van toepassing op fabrikanten en handelaars, wier beroep noodzakelijk een opslag van wapenen medebrengt. In onrustige tijden evenwel, kan de sociale noodweer vergen dat de voorradige wapenen in zekerheid worden gebracht, om te voorkomen dat ze, vrijwillig of onder bedwang, aan de onruststokers overgeleverd worden. Met dit doel laat het ontwerp toe bevel te geven tot ontruiming van alle wapenmagazijnen of voorraadplaatsen, in geval van oproer, vijandelijke samenscholingen of erge

aanslagen op den openbare vrede. De macht om tot dergelijken, uitteraard spoedeischenden maatregel bevel te geven, berust bij den burgemeester en bij den gouverneur.

Een laatste voorzorgsmaatregel is het verbod, voor privaat personen, samen te komen om, zonder toelating, zich te oefenen in het hanteeren van wapenen. Het is duidelijk dat die gezamenlijke oefeningen niet kunnen toegelaten worden, wanneer zij geen ander doel beoogen dan de deelnemers voor te bereiden tot een mogelijken strijd met de openbare macht. Op oefeningen van dien aard werd reeds de aandacht der overheid gevestigd. Zooals in de Engelsche en in de Nederlandsche wet, dienen zij voortaan verboden. Zoo, integendeel, die oefeningen eenig nut opleverden, zonder het algemeen belang te schaden, dan zou, om ze te wettigen, eene vooraf verkregen toelating volstaan.

* * *

Het plegen van misdaden en erge wanbedrijven tegengaan, met den handel in en het dragen van geheime wapenen te verbieden; met hetzelfde oogmerk, het verkoopen, het uitdeelen en het dragen van zekere zichtbare wapenen, onder maatregelen van voorzorg en toezicht stellen, welke, daar zij een waarborg zijn voor de openbare veiligheid, tevens het opsporen van misdadigers door de rechterlijke politie zullen bevorderen; aan de overheid voldoende macht verleen en om haar in staat te stellen, in uitzonderingsomstandigheden, te voorzien in het uit ophooping van wapenen ontstane gevaar; tot bijzondere inbreuken maken daden tot voorbereiding van misdaden en wanbedrijven tegen de veiligheid van den Staat: ziedaar, met korte woorden, de hoofdgedachte van het ontwerp dat u de Regeering aanbiedt als een middel om de orde, de veiligheid van personen en eigendommen te verzekeren, zonder aan de belangen van een beduidenden tak der nationale nijverheid te kort te doen.

De Minister van Justitie,

J. VAN DEN HEUVEL.

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 26 à 200 francs :

Ceux qui auront fabriqué, exposé en vente, vendu, distribué, importé sans déclaration ou sous une dénomination fausse des armes prohibées autres que des pistolets de poche;

Ceux qui auront vendu ou distribué des pistolets de poche, des armes de guerre ou des armes de chasse à des personnes non munies de l'autorisation de les acquérir ou qui n'exerceraient pas dûment et notoirement le commerce des armes.

Cette dernière disposition ne s'applique pas au cas d'exportation directe par le vendeur ou distributeur.

ART. 2.

Les armes prohibées, à l'exception des pistolets de poche, ne sont pas admises à l'importation.

Les pistolets de poche, les armes de guerre et les armes de chasse n'y sont admis que s'il est justifié, selon le mode prescrit

LÉOPOLD II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast met in Onzen naam aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en geldboete van 26 frank tot 200 frank worden gestraft :

Zij die andere verboden wapenen dan zakpistolen vervaardigen, te koop stellen, verkoopen, uitdeelen, zonder aangifte of onder eene valsehe benaming invoeren.

Zij die zakpistolen, oorlogswapenen of jahtwapenen verkoopen of uitdeelen aan personen die geene vergunning bezitten om zich die aan te schaffen of aan personen die niet rechtmatig en openlijk handel drijven in wapenen.

Die laatste bepaling is niet van toepassing waar het rechtstreekschen pitvoer door den verkooper of den uitdeeler geldt.

ART. 2.

Verboden wapenen, buiten zakpistolen, worden niet tot den invoer toegelaten.

Zakpistolen, oorlogswapenen en jahtwapenen worden slechts tot den invoer toegelaten wanneer, op de door de Regee-

par le Gouvernement, de l'existence de l'autorisation ou du commerce requise par l'article précédent.

ART. 3.

Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 26 francs à 200 francs ou d'une de ces peines seulement :

Ceux qui auront été porteurs soit d'une arme prohibée, soit, sans motifs légitimes ou sans autorisation légale, d'une arme de guerre ou d'une arme de chasse ;

Ceux qui, n'étant ni fabricants d'armes ni marchands exerçant dûment et notoirement le commerce des armes, auront, sans autorisation légale, possédé un dépôt d'armes prohibées, d'armes de guerre ou d'armes de chasse.

ART. 4.

En cas d'émeutes, d'attroupements hostiles ou d'atteintes graves portées à la paix publique, le bourgmestre et le gouverneur peuvent ordonner l'évacuation de tous magasins ou dépôts d'armes et le transport de celles-ci en un lieu indiqué par eux.

ART. 5.

Sont interdits, sauf autorisation préalable, tous exercices collectifs destinés à instruire les particuliers au maniement des armes visées dans la présente loi.

Ceux qui auront pris part à ces exercices, à un titre quelconque, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 26 francs à 100 francs ou d'une de ces peines seulement.

ART. 6.

En cas d'infraction aux dispositions des articles 1, 3 et 5, les armes seront confisquées.

ring voorgeschreven wijze, bewijs is gegeven van het bij voorgaand artikel vereischte voorhanden zijn van vergunning of handel.

ART. 3.

Met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en geldboete van 26 frank tot 200 frank of met slechts ééne van deze straffen, worden gestraft :

Zij die bij zich hebben, hetzij een verboden wapen, hetzij, zonder geldige reden of wettelijke machtiging, een oorlogswapen of een jachtwapen ;

Zij die, zijnde wapenfabrikant noch handelaar drijvende rechtmachtig en openlijk handel in wapenen, zonder wettelijke machtiging een voorraad bezitten van verboden wapenen, oorlogswapenen of jachtwapenen.

ART. 4.

Bij oproer, vijandelijke samenscholingen of zware storing van den openbare vrede, mogen de burgemeester en de gouverneur bevel geven tot ontruiming van al de magazijnen of voorraden van wapenen en tot dezer overbrenging in eene door hen aan te duiden plaats.

ART. 5.

Zijn verboden, behalve mits vooraf verkregen vergunning, alle gemeenschappelijke oefeningen bestemd om privaatspersonen in het hanteeren der bij deze wet bedoelde wapenen te bekwamen.

Zij die, in welke hoedanigheid ook, aan die oefeningen deel nemen, worden gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en geldboete van 26 frank tot 100 frank of met slechts ééne van deze straffen.

ART. 6.

Bij overtreding van het bepaalde in artikelen 1, 3 en 5, worden de wapenen verbeurd verklaard.

ART. 7.

Le chapitre VII du livre premier du Code pénal, les §§ 2 et 3 de l'article 72, le § 2 de l'article 76 et l'article 83 seront applicables aux infractions prévues par la présente loi.

ART. 8.

Sont réputés armes prohibées, les poignards, les cannes à épée, les casse-tête, les fusils et pistolets à vent, les fusils à démonter, les pistolets de poche et les autres armes offensives, cachées et secrètes.

Sont réputées armes de guerre, celles qui ont servi, servent ou sont propres à servir à l'armement des troupes belges ou étrangères.

Des règlements d'administration publique peuvent déterminer les armes qui doivent, au point de vue de l'application de la présente loi, être assimilées aux armes prohibées et aux armes de guerre.

ART. 9.

Un arrêté royal réglera le mode, la forme et les conditions de la délivrance des autorisations prévues par la présente loi, ainsi que les mesures destinées à assurer la constatation des ventes effectuées par les fabricants et marchands soit à des particuliers, soit entre eux.

Les infractions aux règlements pris en vertu du présent article seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 26 francs à 100 francs ou d'une de ces peines seulement.

Les dispositions des articles 198, 199 et 202 du Code pénal relatives aux ports d'armes seront applicables aux autorisations prévues par la présente loi.

ART. 7.

Hoofdstuk VII van het eerste boek van het Strafwetboek, §§ 2 en 3 van artikel 72, § 2 van artikel 76 en artikel 83 zijn van toepassing of de bij deze wet voorziene overtredingen.

ART. 8.

Onder verboden wapenen wordt verstaan: dolken, degenstokken, kneukelijzers, windroeren en windpistolen, afvijzers, zakpistolen en andere aanvalswapenen, verborgen wapenen en geheime wapenen.

Onder oorlogswapenen wordt verstaan, de wapenen die gebruikt werden, gebruikt worden of van aard zijn om gebruikt te worden tot de bewapening van Belgische of vreemde troepen.

Bij reglementen van algemeen bestuur mag bepaald worden welke wapenen, op het stuk van de toepassing dezer wet, moeten gelijkgesteld worden met verboden wapenen en oorlogswapenen.

ART. 9.

Bij koninklijk besluit zal bepaald worden op welke wijze, in welken vorm en onder welke voorwaarden de bij deze wet voorziene machtigingen worden verleend, alsmede welke maatregelen zullen getroffen worden tot vaststelling van den door fabrikanten en handelaars aan privaat-personen of onderling gedane verkoop.

Overtreding van de ter uitvoering van dit artikel gestelde reglementen wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met geldboete van 26 frank tot 100 frank of met slechts ééne van deze straffen.

De bepalingen van artikelen 198, 199 en 202 van het Strafwetboek, wat betreft de vergunning tot het dragen van wapenen, zijn van toepassing op de bij deze wet voorziene machtigingen.

ART. 10.

Indépendamment des autres officiers de police judiciaire, le directeur et les agents du banc d'épreuve commissionnés en qualité d'officiers de police judiciaire, auront le droit de rechercher et de constater les infractions à la présente loi et aux règlements pris pour son exécution.

ART. 11.

Les articles 316 à 318 du Code pénal, la déclaration du Roi du 23 mars 1728, le décret du 2 nivôse an XIV, la loi du 26 mai 1876 sont abrogés.

Donné à Ostende, le 27 juillet 1903.

ART. 10.

Behalve de andere ambtenaren der rechterlijke politie, zijn de bestuurder en de agenten van de proefbank, als ambtenaren der rechterlijke politie aangesteld, berechtigd om overtredingen van deze wet en van de te harer uitvoering gestelde reglementen op te sporen en vast te stellen.

ART. 11.

Artikelen 316 tot 318 van het Strafwetboek, 's Konings Declaratie van 23 Maart 1728, het decreet van 2 Nivôse jaar XIV, de wet van 26 Mei 1876 zijn ingetrokken.

Gegeven te Oostende, den 27^e Juli 1903.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

J. VAN DEN HEUVEL.
